

1 "Errare humane est, perseverare diabolicum". L'adage assure que si l'erreur est humaine, y perseverer en connaissance de cause est diabolique. Mais en droit privé, la simple existence d'une erreur peut être un enfer juridique.

10 L'erreur se définit comme le fait de l'homme qui mésestime la valeur, la nature et les conséquences d'un acte ou d'un fait juridique. De telle sorte que la situation juridique aboutira à un résultat bien différent de ce à quoi ce premier s'attendait. Et s'il est parfois possible de réparer une erreur, ses conséquences sont souvent irréversibles.

15 L'erreur est sans nul doute la principale source de contentieux. En effet, la nature des droits dont les hommes pensent disposer s'avère souvent bien différente de celle que le juge constate. En droit civil, en droit pénal, en droit des affaires comme en droit de la famille la qualification des faits demeure la partie déterminante du procès. C'est pourquoi la mauvaise estimation du prix d'une œuvre d'art, la compréhension erronée d'une clause contractuelle et l'ignorance d'une règle pénale emportent des solutions différentes alors qu'une erreur est à l'origine de chaque situation. L'erreur est appréciée différemment selon la matière qu'elle touche, son champ et ses conséquences.

30 Néanmoins un principe général demeure depuis l'antiquité : "nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude". Car il serait trop simple qu'un homme se prévale de sa faiblesse humaine pour échapper à ses obligations et à sa responsabilité. L'article 1240 du Code civil l'affirme. Il suffit d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

causalité pour permettre la réparation du préjudice subi, et ce indépendamment de toute considération morale ou intentionnelle.

35

Ainsi donc il convient de se demander quel est le régime de l'erreur en droit privé ?

40 Pour ce faire, il sera étudié différentes matières issues du droit privé que sont le droit civil, le droit pénal, le droit des affaires, le droit de la famille et encore le droit de la consommation. Afin de répondre à cette interrogation, il sera classiquement présenté le principe selon lequel l'erreur est indifférente en droit privé (I.) avant de nuancer ce postulat par l'étude des tempéraments permettant la prise en compte de l'erreur en droit privé (II.).

45

## 50 I. le principe de l'indifférence de l'erreur

50

L'affirmation vigoureuse de l'indifférence de l'erreur sur une situation juridique (A.) se fonde sur le droit civil et pénal. Néanmoins, cette indifférence ne s'attache parfois qu'à une certaine catégorie d'erreurs (B.).

55

### A. L'indifférence quasi-absolue de l'erreur

L'adage prêtre et l'article 1240 du Code civil (selon la nouvelle numérotation issue de l'ordonnance du 10 février 2016) affirment que l'erreur ne permet pas d'échapper à sa responsabilité. De même un autre adage dispose que "qui pare mal, paie deux fois". Ainsi, s'il existe un mécanisme permettant de percevoir les sommes indûment versées, un débiteur qui s'écarte entre les mains d'un mauvais créancier ne peut en certaines circonstances réparer son erreur. Par ailleurs, il ne peut être remédié à un acte prescrit. Un homme s'étant trompé sur le délai de son droit à agir ne peut

65

70 rétroagir. Son oubli aura entraîné l'extinction de son droit.

De même en droit pénal, l'erreur ne modifie pas la qualification des faits. Un homicide involontaire ou volontaire demeure un homicide. Si l'élément intentionnel participe aux matières criminelles et délictuelles, il est en revanche totalement absent de la matière contraventionnelle. Ainsi l'oubli du port du masque conduira au paiement d'une amende de cinquième classe sans aucune contestation possible. La nuance de ce principe en droit pénal est liée à sa fonction : ce droit punit un comportement indésirable dans la vie en société. Aussi l'erreur pourra être une circonstance atténuante par rapport à un manquement volontaire, pour les matières les plus graves.

80 Quoi qu'il en soit, le principe demeure fermement affirmé en droit français : l'erreur ne dispense pas son auteur de sa responsabilité ; à préciser toutefois quelle est l'erreur concernée.

### 85 B. L'indifférence selon la nature de l'erreur

Le droit des contrats distingue deux types d'erreur : l'erreur sur la valeur et l'erreur sur la chose. Dans le cadre de cette première, les jurisprudences Poussin et 90 Frégerand de la Cour de Cassation ont établi que l'erreur sur le prix n'était pas cause de nullité du contrat.

Il existe un droit "à faire des affaires", à condition de ne pas effectuer de contrat à contrepartie illusoire ou déséquilibrée.

95 Dans le cadre de cette seconde erreur, une nouvelle subdivision doit être effectuée selon que l'erreur sur la chose porte sur une condition non-essentielle ou bien essentielle. Si l'erreur sur la chose est essentielle au consentement, alors seulement la nullité sera encourue par vice du consentement. Sinon l'erreur sera 100 sans effet sur l'existence du contrat.

De plus, l'erreur peut revêtir le caractère d'erreur inexcusable. En effet un homme, selon sa qualité, ne peut se prévaloir de l'erreur pour justifier la nullité. En effet son expertise s'il est un professionnel agissant dans son domaine

105 exclu la réparation. Car il est réputé pouvoir dicter l'erreur.  
Il en va de même pour les erreurs manifestement  
évitable. Ici le juge use du critère de la personne  
raisonnable, anciennement le modèle du "bonum pater familias",  
afin de le comparer avec l'attitude de celui qui se prévaut  
110 de l'erreur.

115 Enfin il convient de distinguer l'erreur qui vice le consentement  
du dol. Car ici l'erreur est provoquée par les manœuvres  
fraudeuses d'une partie au détriment de l'autre. Un tel  
comportement est sanctionné davantage en raison de la  
mauvaise foi du cocontractant, plutôt que sur la considération  
de l'erreur engendrée par les manœuvres.  
Pour résumer, l'erreur se trouve différemment appréciée  
et sanctionnée, mais elle n'ouvre pas droit à  
réparation d'elle-même. C'est en raison d'un vice du  
120 consentement qu'elle caractérise. Dans d'autres cas, la  
simple erreur peut être considérée au profit de celui qui l'a  
commise.

## 125 II. les Tempéraments prenant en compte l'erreur

Certaines hypothèses tempèrent le principe en autorisant la  
correction de certaines erreurs (A.). Mais certaines exceptions  
130 sont telles qu'elles ouvrent presque un "droit à l'erreur" (B.).

### A. La correction de l'erreur

135 Dans le domaine du droit des affaires, certaines erreurs peuvent  
être régularisées a posteriori et effacer rétroactivement l'erreur.  
Ainsi dans le cas du décès d'un associé d'une société  
civile immobilière, la situation peut être régularisée en un  
an, par l'arrivée d'un nouvel associé. A défaut elle sera  
dissoute. De même les déclarations d'activité de cette  
140 société peuvent être corrigées et modifiées après leur envoi

Note / 20	Correcteur

mal civil

initial, afin de régulariser une situation erronée. Le juge peut à ce titre accorder des délais pour régulariser une situation pouvant l'être.

Par ailleurs en droit civil, l'état des personnes, en l'occurrence indisponible, peut être modifié. Ainsi en cas d'erreur sur l'orthographe d'un nom de famille étranger, d'un défaut de transcription en langue française, il est possible de rectifier l'état civil. Dans une autre mesure, il peut être considéré qu'une modification du sexe à l'état civil corrige une erreur sur l'identité revendiquée par celui qui la réclame.

Enfin en droit de la famille une action en recherche de parenté (souvent de paternité) permet de corriger une erreur dans le lien de filiation. Un enfant peut ainsi obtenir la destruction du lien familial initial pour le remplacer par celui biologiquement avéré. Ceci peut advenir dans des hypothèses où le mari s'est trompé en reconnaissant l'enfant de sa femme alors qu'il avait été trompé. Néanmoins cette possibilité sera impossible dans le cadre des procréations médicalement assistées, afin de préserver la fiction juridique établie.

Pour résumer, de nombreuses erreurs peuvent être rectifiées en droit privé. Ceci dépend des matières et de l'impact de l'erreur sur les obligations des parties ainsi que de la conception de la justice actuelle. Mais dans certains cas, les exceptions sont telles qu'elles ouvrent véritablement le "droit à l'erreur".

## B. le "droit à l'erreur"

Au sujet des actes unilatéraux, "nul ne peut se lier les mains soi-même". Ainsi l'erreur est sans conséquences car elle peut être annulée sans préjudice pour son auteur.

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, précisez : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

C'est le cas des testaments. Un testament ultérieur peut  
35 révoquer tout ou partie du premier et ainsi corriger les  
erreurs que la première mention contenait. De même, une  
donation peut se voir annulée en cas de survenance d'un  
enfant dans le couple. Dans cette situation la donation effectuée  
en désespoir de ne pas avoir de descendance se trouve révoquée.  
En dehors de ces cas très particuliers, le droit de la  
40 consommation offre au consommateur comme au non-professionnel  
un formidable "droit à l'essai". Ainsi en matière de vente sur  
internet tout achat peut être retourné dans les quinze jours  
permettant la résolution de la vente. Et les conditions  
générales d'un contrat de vente acceptées rapidement par un  
45 peuvent être considérées comme abusives au terme de l'article  
L. 132-1 et des règlements R. 132-1 et -2 du Code de Commerce.  
En élargissant encore l'acception de l'essai, on peut considérer  
le phénomène d'assurance du droit comme fin  
de la responsabilité personnelle. En effet, la loi habilitée  
50 oblige le propriétaire du véhicule à indemniser tout dommage  
survenu au cours de sa conduite. Ainsi l'essai d'un cycliste  
ou d'un piéton ne dépend plus du conducteur. C'est son  
assurance qui indemnifiera les victimes sans toujours tenir compte  
des erreurs de chacun. Le phénomène créant en droit  
55 pose la question de l'apparition d'un "droit à l'essai".